



**CONSULTATIONS RÉGIONALES DE LA JEUNESSE 2018 SUR LE THÈME DE
L'ANNÉE :
"GAGNER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : UN CHEMIN DURABLE POUR
LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE"
”**

**THÈME :
MAXIMISER LES CAPACITÉS DES JEUNES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION EN AFRIQUE**

NOTE CONCEPTUELLE

JUILLET - AOÛT 2018

A. Informations Contextuelles

Le 11 juillet 2003, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont adopté la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption en Afrique (AUCPCC). La Convention, entrée en vigueur le 5 août 2006, a marqué l'engagement politique des dirigeants africains à lutter et combattre le fléau cancéreux de la corruption sur le continent. Pour donner effet à l'article 22 de la Convention, l'UA a créé en 2009 un Conseil consultatif sur la corruption avec un large éventail de fonctions, notamment pour promouvoir et encourager l'adoption et l'application de mesures anti-corruption sur le continent. Ces efforts sont fondés sur l'engagement des dirigeants africains tel qu'énoncé dans l'Acte constitutif de l'UA. La loi enjoint les États membres de coordonner et d'intensifier leur coopération, leur unité, leur cohésion et leurs efforts pour améliorer la vie des peuples d'Afrique. La loi appelle spécifiquement à la protection et à la promotion des droits de l'homme et des peuples, à la consolidation de la gouvernance démocratique et de l'état de droit, ainsi qu'à la promotion de la justice sociale pour assurer un développement économique équilibré.

La corruption, phénomène mondial, continue d'être au cœur des déficits de gouvernance en Afrique. Il s'agit sans aucun doute d'un défi de taille pour la bonne gouvernance, la croissance économique durable, la paix, la stabilité et le développement en Afrique¹. La corruption continue d'entraver de manière négative les efforts visant à promouvoir la gouvernance démocratique, la transformation socio-économique, la paix et la sécurité dans les États membres de l'UA. Selon le rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance de l'Afrique, communément appelé le rapport Mbeki, l'Afrique perd plus de cinquante (50) milliards de dollars US chaque année par le biais de flux financiers illicites. Cette énorme perte de ressources continue d'avoir un impact négatif sur les efforts de développement du continent. Si des efforts durables ne sont pas mis en place pour relever ce défi parmi d'autres éléments de la corruption, atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 - le plan de développement de l'Afrique sur 50 ans - ainsi que les objectifs mondiaux de développement durable peuvent être lents.

La corruption affecte de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté et celles dont la voix est marginalisée, dont la grande majorité sont des jeunes et des femmes². Les jeunes et les femmes représentent plus de la moitié de la population africaine, et ils sont tous les deux à l'extrémité receptrice des pires effets de la corruption sur les résultats du développement sur le continent. La corruption exacerbe les inégalités dans la société. Plus précisément, les jeunes sont touchés par la corruption, comme en témoigne l'accès limité aux opportunités politiques, économiques et sociales. Les effets en sont notamment un taux de chômage élevé, un accès limité aux services publics, une méfiance à l'égard des systèmes de gouvernance et des frustrations qui alimentent la radicalisation et la migration forcée à travers la mer Méditerranée, entre autres. Sans aucun doute, tourner la page sur la prévention durable et la lutte contre la corruption exige un engagement proactif et délibéré des jeunes à tous les niveaux.

¹ UNECA (2001), Lutter contre la corruption, améliorer la gouvernance en Afrique

<https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/combating-corruption-improving-governance-in-africa-2011-2016.pdf>

² Union africaine (2018) Note conceptuelle sur le pré-sommet sur le genre de l'Union africaine

https://au.int/sites/default/files/newsevents/workingdocuments/33563-wd-final_pa

Compte tenu de ce qui précède et dans le cadre des efforts de prévention et de lutte contre la corruption, l'UA a proclamé 2018 Année africaine de la lutte contre la corruption lors de sa 30ème Assemblée des chefs d'État et de gouvernement tenue en janvier 2018 à Addis Abeba en Éthiopie. Cela faisait suite à la déclaration faite lors de la 29ème Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement en janvier 2017 pour consacrer le thème de **“Gagner la lutte contre la corruption: une voie durable vers la transformation de l'Afrique.”** Pour donner plus de poids politique à cette déclaration, L'Assemblée de l'UA a désigné SE Muhammadu Buhari, Président de la République Fédérale du Nigeria, comme le Champion du thème de l'année, en reconnaissance des efforts déployés par SE Buhari dans la lutte contre la corruption.

A travers diverses activités et initiatives dans le cadre du thème de l'année, l'UA vise à rallier divers segments de la société africaine, y compris les organes de l'UA, les institutions, les communautés économiques régionales (CER) et les États membres; les organisations de la société civile, ainsi que les citoyens - femmes et jeunes - doivent répondre au besoin urgent de lutter contre la corruption et l'impunité sur le continent en tant que voie durable vers une Afrique prospère et pacifique. L'année devrait également donner un élan et une circonférence à l'engagement des dirigeants africains à ancrer le programme de développement de l'UA sur les rêves, les aspirations, les énergies et les capacités du peuple africain. Cela assurera la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063, en particulier Aspiration 3 qui appelle à *une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit*, ainsi que Aspiration 6 qui appelle à *une Afrique où le développement est conduit par le peuple, en s'appuyant sur le potentiel des Africains, en particulier de ses femmes et de ses jeunes, et prendre soin des enfants*.

Dans le cadre de ses contributions aux activités de l'année, la Plateforme africaine de gouvernance, par l'intermédiaire de son Secrétariat, organisera trois (3) consultations régionales des jeunes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Afrique du Nord et Afrique orientale et australe. Les consultations auront lieu sous le thème : *Maximiser les capacités des jeunes pour la lutte contre la corruption en Afrique*. Les consultations partent du constat qu'au-delà des déclarations normatives et des efforts de mise en œuvre centrés sur l'État pour lutter contre la corruption, la mise en place d'une stratégie de prévention centrée sur le citoyen autour des jeunes Africains comme acteurs majeurs de la lutte contre la corruption et l'impunité l'un des plus sûrs vers le développement durable en Afrique.

B. PRINCIPE DE BASE

Selon la Charte africaine de la jeunesse 2006, la jeunesse ou les jeunes désignent toutes les personnes âgées de 15 à 35 ans. Dans ce contexte, l'Afrique compte plus de 1,2 milliard de personnes, dont plus de 60% ont moins de 25 ans. La corruption élargit les lignes de fracture, entravant le développement socio-économique et politique du continent et renforçant son emprise sur l'ensemble de la jouissance des droits et libertés des jeunes en Afrique. De manière plus évidente, la corruption continue d'appauvrir les jeunes en élargissant les inégalités sociales, politiques et économiques. Il prive les jeunes des opportunités de développer des moyens de subsistance significatifs et des mécanismes de survie. La corruption fausse la répartition équitable des services sociaux tels que la santé, l'eau, l'assainissement et l'éducation. Il engendre des sociétés inégales, rend les groupes vulnérables, y compris les jeunes exposés à la traite des êtres humains, à la migration irrégulière, au recrutement dans les groupes armés et les milices ainsi qu'à d'autres formes d'extrémisme violent.

La situation ci-dessus a été exacerbée par le fait que la corruption est devenue une norme et qu'elle est maintenant acceptée par tous les segments de la société, y compris les jeunes. Bien que la corruption en Afrique prenne des formes et des structures différentes, elle entrave la pleine jouissance des droits socio-économiques, en particulier pour les jeunes. Par exemple, la grande corruption dans les marchés publics, d'une part, peut être particulièrement problématique car elle entraîne une perte de fonds publics et une réduction de la qualité, de la durabilité et de la sécurité des choix publics. Alors que les marchés publics représentent environ 15% du PIB mondial, on estime que la corruption représente 20 à 25% des budgets d'approvisionnement dans le monde. En revanche, la petite corruption et le pot de vin dans l'accès aux services publics est également une tendance inquiétante car elle cible directement les citoyens, en limitant leur accès aux biens ou services publics et en rongant la confiance du public³.

Pour prévenir et combattre toutes les formes de corruption en Afrique, des cadres normatifs et institutionnels ont été mis en place aux niveaux continental, régional et national. Plus précisément, au niveau continental, des cadres normatifs ont été adoptés, y compris l'AUCPCC et la Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration, entre autres. Ces instruments stipulent ce que les États devraient faire pour garantir des systèmes de gouvernance de qualité et transparents en prévenant, en détectant, en punissant et en éradiquant la corruption et les infractions connexes dans les secteurs public et privé. En outre, des institutions de lutte contre la corruption et de médiation ont été créées et mises en œuvre aux niveaux continental, régional et national pour superviser les efforts de prévention et de lutte contre la corruption en Afrique. Néanmoins, les défis de la volonté politique limitée; interférence dans le travail des institutions anti-corruption; l'accent mis ouvertement sur la gestion de la corruption par l'État et l'exclusion des groupes clés dans le processus, y compris les jeunes, continuent d'entraver l'objectif d'une Afrique libre et corrompue.

Le rôle à double tranchant des jeunes est tout aussi important. En effet, de nombreux jeunes sont à l'extrémité réceptrice de la corruption, mais les jeunes ne peuvent pas être totalement absous. Dans de nombreux cas, les jeunes ont également commis des actes de corruption sous plusieurs formes. Malgré cette réalité, les jeunes ont le potentiel et la capacité d'insuffler de nouvelles énergies, d'adopter des approches novatrices et de rallier leurs pairs en tant que formidable rempart contre la corruption. Bien que souvent négligés, les jeunes sont parmi les agents de changement les plus importants dans la lutte contre la corruption, car ils sont essentiels pour redéfinir les normes et les valeurs. En tant que tel, construire un large soutien pour les efforts de lutte contre la corruption bénéficiera immensément d'une nouvelle socialisation qui instille la tolérance zéro pour la grande et la petite corruption et les pratiques dès le plus jeune âge. En outre, tirer parti de la jeunesse est une autre dimension importante dans la lutte contre la corruption.

Au fil des ans, plusieurs initiatives ciblées et dirigées par des jeunes ont été mises en place pour soutenir les efforts de responsabilisation et de transparence à travers le continent. La plupart de ces initiatives sont fondées sur la nécessité de s'attaquer à la perpétuité transgénérationnelle de la corruption en Afrique. Par exemple, le Laboratoire de responsabilisation, avec des bureaux au Mali, au Liberia, au Nigéria entre autres, soutient les responsables du changement pour développer et mettre en œuvre des idées positives pour l'intégrité dans leurs communautés, déclenchant des changements sociaux et économiques positifs. Grâce à leur initiative Integrity Idol, l'organisation identifie et célèbre les fonctionnaires du gouvernement honnête à travers une campagne dirigée par les citoyens, pour encourager la

³ Carolina Rocha da Silva (2018), Sommet de l'Union africaine: la lutte contre la corruption au premier plan, site de la Fondation Mo Ibrahim, <http://mo.ibrahim.foundation/news/2018/2018-african-union-summit-fight-corruptio>

modélisation positive de la lutte contre la corruption dans la fonction publique africaine. D'autres initiatives telles que BudgIT (Nigeria), CODE (Nigeria), iWatch (Tunisie), Mzalendo (Kenya) et CLARION (Kenya) mettent en œuvre plusieurs initiatives visant à encourager la transparence et la responsabilisation, à galvaniser la citoyenneté active et susciter l'engagement du gouvernement à l'égard d'une ouverture. Beaucoup de ces organisations travaillent avec des institutions gouvernementales telles que le parlement, les agences de sécurité, les organes de lutte contre la corruption, entre autres, pour renforcer davantage les efforts institutionnels dans ce domaine.

Pour approfondir l'engagement des jeunes dans la prévention et la lutte contre la corruption en Afrique, les consultations régionales des jeunes de 2018 visent à fournir une plate-forme pour l'engagement, les interactions et le partage d'expériences entre les différentes parties prenantes y compris des initiatives dirigées par des jeunes et ciblées contribuant à la prévention et à la lutte contre la corruption. Il est prévu que les consultations fourniront un espace sûr pour l'apprentissage mutuel, le partage de leçons comparables et le développement d'une stratégie pratique pour améliorer la participation significative des jeunes dans la lutte durable contre la corruption à travers le continent.

C. À propos des consultations régionales de la jeunesse de 2018

Les consultations seront organisées sous les auspices de la Stratégie d'engagement des jeunes de l'Architecture de gouvernance africaine (AGA) (AGA-YES). Ils se concentreront sur l'exploitation et le renforcement des idées, des capacités et des initiatives des jeunes pour prévenir et combattre la corruption en Afrique. Le but est d'identifier, de soutenir, de renforcer et d'amplifier les perspectives des jeunes sur la lutte durable contre la corruption. Il servira également de plate-forme pour le renforcement des capacités des organisations / réseaux axés sur les jeunes et vers une participation accrue à la construction d'une culture d'intégrité personnelle, de transparence et de responsabilité en Afrique ; en plus de faciliter les échanges interrégionaux et l'apprentissage des leçons.

D. Sous domaines d'intervention thématiques ciblés

i. *Corruption en Afrique : Aborder un facteur clé des déficits de gouvernance*

Sous ce sous-thème, les discussions porteront sur l'état de la corruption en Afrique et son impact sur l'efficacité de la gouvernance démocratique et les résultats du développement sur le continent. Des discussions qui prendront la forme d'un discours-programme et de remarques d'ouverture, qui permettront de jeter un regard sur les réalités de la corruption dans divers espaces de gouvernance et sur la manière dont les efforts et les actions collectives peuvent inverser la tendance. Les présentations et les discussions viseront également à mettre en évidence le rôle des jeunes dans la corruption, en les incitant à agir en tant qu'individus et collectivement dans le cadre de l'exercice de leurs responsabilités civiques.

ii. *Évaluation des cadres normatifs et institutionnels anticorruption au niveau continental, régional et national*

iii.

Ce sous-thème se focalisera sur l'évaluation de l'efficacité des cadres normatifs et institutionnels de lutte contre la corruption aux niveaux continental, régional et national. Des présentations et des discussions introduiront les participants aux divers instruments normatifs et institutions, conduisant les efforts anti-corruption étatiques et non-étatiques en

Afrique. Les discussions porteront sur la pertinence, l'efficacité et l'appréciation de la valeur des instruments par les citoyens, en particulier les jeunes. En outre, les interventions porteront également sur divers efforts non étatiques dans le domaine de la lutte contre la corruption et sur la manière dont ils soutiennent, interagissent et amplifient les efforts et les interventions de l'État. Ce sous-thème fournira par la suite des recommandations politiques qui soutiendront la mise en œuvre et l'opérationnalisation effectives des différents instruments et institutions respectivement.

iv. ***Tirer parti des capacités des jeunes pour la lutte contre la corruption : les leçons des premières lignes***

Les présentations et les discussions sur ce sous-thème porteront sur le rôle des jeunes dans la lutte contre la corruption en Afrique. Il comportera des présentations de jeunes sur les lignes de front de la lutte contre la corruption, soulignant et réitérant l'impact qu'ils sont en train de faire et les défis auxquels ils sont confrontés. Les présentations mettront en lumière diverses interventions que les jeunes mettent en œuvre dans les domaines de la prévention, de l'atténuation, de l'utilisation de la technologie, de l'encouragement de systèmes de gouvernance ouverts et de la création d'actions communes de lutte contre la corruption. Dans l'ensemble, le sous-thème fournira un aperçu d'une brochure sur les meilleures pratiques qui sera produite à la fin des consultations afin de partager largement les leçons.

v. ***Favoriser une action concertée pour la lutte contre la corruption***

Ce sous-thème abordera le besoin d'efforts et d'actions de collaboration à large base dans la lutte contre la corruption en Afrique. Les interventions seront axées sur les différents rôles joués par les principales parties prenantes et sur la manière dont les efforts conjoints peuvent contribuer à accroître l'efficacité et l'impact à grande échelle. Les discussions tenteront de fournir des récits alternatifs sur les efforts menés par l'État en comprenant les défis particuliers des parties prenantes et en aidant à établir la confiance dans de tels efforts. Il est envisagé que ce sous-thème contribuera à favoriser des relations plus cordiales et à renforcer les partenariats entre les différentes parties prenantes, y compris les organismes nationaux de lutte contre la corruption, les agences de sécurité, le Parlement, entre autres, dans la lutte contre la corruption.

vi. ***Programme de formation à la lutte contre la corruption***

Le programme de formation permettra aux participants de se perfectionner et de les initier aux problèmes émergents dans le domaine de la responsabilité et de la transparence à l'échelle mondiale et en particulier en Afrique. La formation portera sur les questions liées aux tendances des efforts de lutte contre la corruption sur le continent ainsi que sur les outils pratiques pouvant être utilisés dans la lutte contre la corruption. Dans un style camp d'entraînement, les participants seront encouragés à développer des idées novatrices pouvant être adaptées par les gouvernements et les organisations de la société civile. Les participants recevront un certificat de participation à la formation comme preuve de leurs connaissances supplémentaires sur le sujet.

E. But et Objectifs

i. **But**

Le but global des Consultations Régionales des Jeunes est de fournir un espace collaboratif, ouvert et inclusif pour tirer parti et encourager une participation significative des jeunes dans la lutte contre la corruption en Afrique.

ii. Objectifs

Plus précisément, les consultations régionales pour les jeunes fourniront:

- a. une plate-forme pour des réflexions intergénérationnelles sur le fléau de la corruption en Afrique et ses diverses manifestations comme déficit de gouvernance ;
- b. une base de compréhension sur la corruption en tant que facteur militant pour un engagement et un développement significatifs des jeunes ;
- c. l'appréciation des cadres et des institutions continentales, régionales et nationales en matière de lutte contre la corruption ;
- d. une évaluation et documenteront les contributions des jeunes à la prévention et à la lutte contre la corruption grâce à l'activisme individuel et aux efforts de collecte ;
- e. un renforcement de la capacité des jeunes dans la prévention et la lutte contre la corruption, notamment en formant des alliances efficaces avec divers acteurs nationaux, régionaux et continentaux ;
- f. une identification des stratégies concrètes et des initiatives innovantes aux niveaux national, régional et continental pour un engagement significatif des jeunes dans la prévention durable et la lutte contre la corruption ;

F. Résultats attendus

D'après les précédentes discussions des consultations régionales des jeunes, les résultats suivants sont envisagés :

- i. Des recommandations réalisables sur un engagement significatif des jeunes dans la prévention et la lutte contre la corruption pour :
 - a. améliorer la programmation individuelle du Conseil consultatif de l'UA sur la corruption et d'autres organes et CER de l'UA travaillant sur les questions de corruption, de transparence et de responsabilité ;
 - b. intensifier les efforts en faveur d'un engagement significatif des jeunes dans les efforts de prévention par les membres de la Plateforme de gouvernance africaine et au niveau national par le biais des organismes nationaux de lutte contre la corruption et des agences des médiateurs ;
- ii. Renforcement de la capacité des organisations et des réseaux dirigés ou ciblés par des jeunes à développer des solutions innovantes et à renforcer les efforts existants pour approfondir la responsabilité et la transparence ;
- iii. Documentation des initiatives de lutte contre la corruption dirigée par des jeunes et axées sur les jeunes sur le continent grâce au partage des meilleures pratiques ;
- iv. Faciliter la création d'une communauté de pratique africaine de la jeunesse sur la lutte contre la corruption afin de soutenir les institutions nationales, régionales et continentales ; et,
- v. Élaboration d'une brochure sur les pratiques exemplaires en matière de lutte contre la corruption menée par des jeunes et axée sur les jeunes en Afrique.
- vi. Développement d'un guide de formation sur la participation des jeunes aux efforts de lutte contre la corruption en Afrique
- vii. Publier un document d'orientation sur la jeunesse et la corruption en Afrique : Perspectives tirées des consultations régionales.

G. Méthodologie et échéanciers

Les consultations régionales des jeunes seront menées en utilisant une combinaison de méthodologies, y compris des présentations en plénière, des tables rondes intergénérationnelles, le renforcement des capacités et la formation professionnelle, entre autres. Les consultations seront conçues pour permettre aux participants individuels de partager leurs points de vue, de réfléchir et de participer aux délibérations et de proposer de manière constructive des idées et des stratégies pour tirer parti des capacités des jeunes dans la lutte contre la corruption. Plus précisément, la consultation sera structurée comme suit :

- i. Discours d'ouverture, y compris discours liminaire sur le thème en mettant l'accent sur la dynamique régionale ;
- ii. Panel intergénérationnel modéré axé sur les tendances régionales, les défis et les perspectives ;
- iii. Séances de renforcement des capacités axées sur les domaines de formation spécifiques suivants :
 - a. **Aperçu général de la corruption** : Introduire / rafraîchir les participants à la compréhension de la corruption et fournir un aperçu de la corruption en Afrique. L'accent sera mis sur les formes et les typologies de la corruption en Afrique, sa manifestation en termes de déficits de gouvernance, les défis de la lutte contre la corruption et les perspectives d'avenir. La session se terminera par une présentation sur les cadres de lutte contre la corruption et les instruments à la disposition des participants pour faciliter leur programmation et leurs actions ;
 - b. **Jeunesse et lutte contre la corruption en Afrique** : Cette session donnera un aperçu des rôles que les jeunes peuvent jouer dans la lutte contre la corruption. L'accent sera mis sur l'utilisation de l'agence pour la jeunesse pour traiter les conséquences socio-économiques et politiques de la corruption à travers leur activisme individuel et l'action collective en tant que citoyens. La session partagera également des exemples concrets d'efforts de lutte contre la corruption, soulignant les défis et les opportunités ;
 - c. **Travailler avec les parties prenantes** : Cette session se focalisera sur la construction d'un partenariat élargi pour la lutte contre la corruption. Ce faisant, la séance présentera aux participants la cartographie de base des parties prenantes pour les efforts de lutte contre la corruption, l'élaboration d'un plan d'action et la collaboration avec les parties prenantes pour atteindre l'objectif. Des exemples de partenariats efficaces pour lutter contre la corruption seront également partagés avec les participants ;
 - d. **Des outils innovants et pratiques pour lutter contre la corruption** : Cette session présentera aux participants des outils de pointe nouveaux et émergents ainsi que des pratiques anciennes éprouvées qui peuvent être utilisées pour l'activisme individuel et les efforts collectifs de lutte contre la corruption en Afrique. Des exercices pratiques et de simulation seront utilisés pour démontrer l'utilisation de ces outils dans la vraie vie.
- iv. **Africa Talks DGTrends** – Chaque consultation régionale sera l'hôte d'une édition des Africa Talks DGTrends, en tant que plate-forme ouverte pour présenter les bonnes

pratiques et les initiatives ainsi que le partage des connaissances en matière de prévention et de lutte contre la corruption en Afrique.

H. Liens politiques

i. *Dialogue annuel de haut niveau sur la démocratie, les droits de l'homme et la gouvernance en Afrique*

Pour faciliter davantage l'échange de politiques intergénérationnelles et le dialogue dans le contexte du thème 2018 de l'année, les résultats des consultations régionales seront discutés lors du *Dialogue de haut niveau (DHN) de 2018 sur la démocratie, les droits humains et la gouvernance : tendances, défis et perspectives*. Le DHN offrira des opportunités d'échanges plus larges sur les questions politiques, les défis pratiques et les perspectives de renforcement des efforts de lutte contre la corruption en Afrique. Grâce à la participation des jeunes à divers panels et à la présentation officielle du rapport de la consultation régionale, il est envisagé que le DHN adopte les recommandations pour une présentation ultérieure lors du Sommet de janvier 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie.

ii. **Rapport du champion à l'Assemblée de l'UA sur le thème de l'année 2018**

Les recommandations finales des consultations régionales seront également présentées au Président Muhammadu Buhari et feront partie de son rapport au sommet de l'Assemblée des chefs d'État de janvier 2019 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cela garantira que les recommandations spécifiques des jeunes feront partie de la déclaration du Sommet et donneront une impulsion aux divers efforts de lutte contre la corruption, y compris le travail de nombreux jeunes, l'organisation de la jeunesse et les réseaux.

I. Dates et lieux

Conformément au principe et à l'esprit de la Plateforme AGA, les Consultations régionales des jeunes de 2018 seront organisées en étroite collaboration avec le Conseil consultatif de l'UA sur la corruption ainsi qu'avec les partenaires de la société civile. Dans cette optique, les consultations se tiendront de la manière suivante :

CONSULTATIONS RÉGIONALES DES JEUNES	CALENDRIER	LIEUX
Afrique du Nord Afrique de l'ouest & Afrique Centrale Afrique Australe et Afrique de l'Est	11 – 13 juillet 2018 25 – 27 juillet 2018 8 – 10 août 2018	Tunis Dakar Gaborone
Dialogue de haut niveau 2018 sur la démocratie, les élections et la gouvernance	novembre 2018	AD

J. Documentation

La documentation pour les consultations régionales des jeunes sera partagée par voie électronique, tandis que d'autres informations et mises à jour seront disponibles sur le site Web de l'Union africaine www.au.int sous le portail du Département des affaires politiques et sur le site Web de l'AGA www.aga-platform.org. Les conversations peuvent également être suivies sur Twitter @AUC_DPA / @AGA_Platform et via les #DGtrends et #AfricaAgainstCorruption.

Une campagne en ligne sera lancée pour encourager les conversations sur le thème des consultations. Cette campagne sera annoncée par une série de Tweetchats visant à amplifier le rôle des jeunes dans la lutte contre la corruption.

K. Participants

Les participants aux consultations régionales des jeunes seront identifiés grâce à un appel ouvert qui sera administré par un système de demande en ligne. Ce processus sera complété par une sélection raisonnée de participants à travers la base de données du Secrétariat de l'AGA et les recommandations des principales parties prenantes, y compris les membres de la Plateforme de gouvernance africaine.

Les consultations cibleront les jeunes qui ont fait leurs preuves en matière d'activisme, de travail et d'expérience dans le domaine de la transparence et de la responsabilité. La sélection sera spécifiquement basée sur les critères suivants :

- i. Organisations dirigées par des jeunes et orientées vers la mise en œuvre d'activités liées à la lutte contre la corruption, transparence et responsabilité, systèmes de gouvernance ouverts ainsi que programmes et activités Liberté et accès aux informations dans les États membres à tous les niveaux prenant en compte la diversité des jeunes ;
- ii. États membres de l'UA, y compris les représentants des agences nationales de lutte contre la corruption, les parlements, les institutions de sécurité ainsi que la justice entre autres ;
- iii. Des groupes de réflexion et des instituts de recherche universitaires expérimentés dans la promotion de la participation des jeunes aux initiatives de lutte contre la corruption ;
- iv. Les professionnels des médias
- v. Les représentants des membres de la Plateforme africaine de gouvernance ;
- vi. Les gouvernements hôtes ;
- vii. Organisations internationales et africaines
- viii. Partenaires de développement

L. Partenariat et gestion

La Consultation annuelle régionale des jeunes est une initiative de la Plateforme africaine de gouvernance convoquée par le Secrétariat de l'AGA basé au Département des affaires politiques. Les Consultations régionales des jeunes de 2018 seront convoquées en collaboration avec le Conseil consultatif de l'UA sur la corruption et le Département des affaires politiques de la CUA (Unité de gouvernance) en tant que membres de la Plateforme africaine de gouvernance avec le soutien des partenaires au développement.

M. Langues de travail

Les réunions se dérouleront en anglais, arabe, français ou portugais, selon le lieu. Des

publications en ligne et physiques seront disponibles en anglais et en français.

N. Coordonnées de l'équipe de coordination

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

- i. Ambassadeur Salah Hammad, Responsable intérimaire Secrétariat de l'AGA :
HammadS@africa-union.org
- ii. Mr. Ibraheem Sanusi, Expert en gouvernance / responsable de l'engagement des citoyens, Secrétariat de l'AGA: sanusii@africa-union.org